



CHAPITRE 123

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles, et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter en prélevant une taxe d'éducation;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, sont autorisés à imposer, par résolution, et à prélever à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale n'excédant pas un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature, établie sur les mêmes bases, sauf pour le pourcentage de l'impôt, avec les mêmes effets, sujet aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe édictée par la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), dans tout le territoire soumis à leur juridiction.

Perception.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux

CHAPTER 123

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the town of Iberville

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, have, by their petition, represented that their revenue is inadequate to meet the requirements of their schools and it has become necessary to increase the same by levying an education tax;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, are authorized to impose, by resolution, and to levy, from the coming into force of this act, in addition to any other tax, a special tax not exceeding one per cent, called education tax, of the same nature, on the same basis, except as to the percentage of the tax, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax enacted by the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), in the whole territory under their jurisdiction.

Collection.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same

mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et les mêmes exemptions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

manner, on the same conditions and with the same sanctions and the same exemptions as the tax levied under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941, and its amendements, *mutatis mutandis*.

Conven-
tions.

3. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province, pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners for the municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Stipula-
tion.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier de La commission scolaire de la ville d'Iberville d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt, sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of The school board of the town of Iberville shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Stipula-
tion.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de La commission scolaire de la ville d'Iberville, concernant la perception de ladite taxe et les poursuites pour infraction à la présente loi, et dans le cas où le ministre des finances est ainsi autorisé, les dispositions de la section IIIA de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle qu'éditée par la loi 14 George VI, chapitre 19, s'appliqueront de la même façon que si la présente loi était une loi de revenu.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of The school board of the town of Iberville respecting the collection of the said tax and actions for infringement of this act, and if the Minister of Finance is so authorized, the provisions of division IIIA of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as enacted by the act 14 George VI: chapter 19, shall apply in the same manner as if this act were a revenue law.

Rights
trans-
ferred.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à ladite taxe de vente imposée par La commission scolaire de la ville d'Iberville en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act) shall apply to the sales tax imposed by The school board of the town of Iberville under this act, *mutatis mutandis*.

Provisions
to apply.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.